

En Chine, la mer Jaune devient la « mer verte »

La station balnéaire de Qingdao est envahie par des milliers de tonnes d'algues. Un phénomène lié à l'usage abusif de nutriments et d'engrais

Shanghai
Correspondance

La ville balnéaire de Qingdao, dans l'est de la Chine, célèbre pour sa bière que les Allemands commencèrent à brasser en 1903, n'est plus au bord de la mer jaune... mais de la « mer verte ».

Les plages et les eaux de baignade de cette station de plus de huit millions d'habitants (avec sa banlieue) sont envahies chaque été par les algues vertes. Selon l'Administration des affaires océaniques, elles dérivèrent en ce mois de juillet sur près de 28 900 km², un record depuis 2007, année où les autorités ont commencé à observer le phénomène.

En comparaison, elles s'étendaient, en 2008, sur 13 000 km². Pékin avait alors dû assurer un nettoyage express pour maintenir les épreuves de sports nautiques des Jeux olympiques. Selon l'agence de presse officielle Chine nouvelle, 19 800 tonnes d'algues vertes ont déjà été retirées cette année sur ce littoral qui attire les nouveaux vacanciers chinois.

Cette « marée de laitues » se prête aux photos qui font actuellement la « une » de la presse chinoise. A en croire les autorités, elle ne présenterait aucun danger pour le baigneur. En revanche, elle se révèle nocive pour l'économie, les journaux se faisant l'écho de séjours annulés ou raccourcis. Elle pénalise aussi l'environnement. « En

2008, à peu près deux millions de tonnes d'algues ont coulé. Leur putréfaction consomme de l'oxygène et étouffe la couche de sédiments où vivent de nombreuses espèces », explique Thierry Chopin, professeur de biologie marine à l'université du Nouveau-Brunswick, au Canada, et qui a travaillé avec une équipe de chercheurs de Qingdao.

Pour endiguer le phénomène, encore faudrait-il que l'Etat chinois ait des certitudes sur son origine. Or, comme le dit Pang Shaojun, chercheur de l'Institut

A en croire les autorités, cette « marée de laitues » ne présenterait aucun danger pour le baigneur

d'océanologie basé à Qingdao et rattaché à l'Académie chinoise des sciences, « les opinions divergent... ».

Dans une étude publiée en 2010, l'Australien John Keesing, de l'Organisation pour la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), et Liu Dongyan, d'un institut de recherche marine de Qingdao, concluaient que ces marées vertes étaient causées par la culture d'une autre algue : la *Porphyra*,

plus connue sous le nom de nori, utilisée dans la cuisine japonaise pour rouler les makis.

Cette algue est cultivée sur l'estran, notamment dans la province du Jiangsu, située entre la péninsule du Shandong – où se trouve Qingdao – et Shanghai. Mais l'usage d'agents nutritifs favorise le développement d'une autre espèce : l'*Ulva prolifera*, la fameuse algue verte qui, lorsque les cultivateurs s'en débarrassent, dérive alors vers le nord.

Pang Shaojun et Thierry Chopin, qui ont travaillé ensemble, jugent cette explication insuffisante. Selon eux, les cultures de nori « amplifient peut-être le phénomène de marées vertes, mais n'en expliquent pas la cause ». Tous deux admettent que les filets sur lesquels se développe l'algue des makis participent à piéger les filaments d'algues vertes, et donc favorisent leur croissance. Mais ils pointent surtout du doigt l'élevage en abondance du crabe d'eau douce qui, avec la crevette et le concombre de mer, séduit de plus en plus les consommateurs chinois.

Afin de nourrir le crabe d'eau douce au stade juvénile, il faut élever le rotifère, un organisme microscopique – qui mesure de 5 microns à 3 mm – en forme de trompette. Pour ce faire, les producteurs chinois utilisent d'immenses systèmes lagunaires qu'ils enrichissent aux excréments fer-



Sur une plage de Qingdao, le 3 juillet. JIAN FENG/FEATURECHINA/ROPI-REA

mentés de poulet, à hauteur de plus de 50 000 tonnes entre mars et mai, chaque année. « Cette méthode de recyclage n'est pas mauvaise en elle-même, constate Thierry Chopin. Mais le problème est l'échelle à laquelle elle est désormais pratiquée. »

Nutriments et éléments biologi-

Une nouvelle rivière polluée au cadmium

Un nouveau cas de pollution d'une rivière chinoise au cadmium a été révélé vendredi 5 juillet. Il s'agit de la rivière Hejiang (province du Guangxi), dans le sud du pays. Les autorités locales sont sous le feu des critiques car elles ont mis plusieurs jours avant d'alerter la population. La pollution s'étendait dimanche sur 110 kilomètres, avec un

taux de cadmium atteignant jusqu'à 5,6 fois le seuil admis. Le gouvernement a fait fermer 112 mines illégales dont les rejets en métaux lourds auraient été transférés dans la rivière au cours de violentes pluies. La région, où d'autres rivières ont déjà été polluées, est connue pour ses mines illégales de manganèse, de terres rares et de tungstène.

ques propices au développement de l'algue verte sont en effet déversés dans la mer et se retrouvent sur l'estran, dans la vase. A ces eaux polluées s'ajoutent également les rejets d'engrais de l'agriculture locale. « Au total, c'est une configuration assez unique. En rejetant de telles quantités

d'agents nutritifs dans la nature, il faut s'attendre à ce que la nature réagisse », souligne Pang Shaojun.

Le plus important serait selon lui de contrôler les rejets des cultivateurs. Mais l'opération apparaît politiquement complexe : l'origine de la prolifération est localisée dans une province – le Jiangsu – et les effets visibles dans sa voisine du nord : le Shandong.

A terme, pourtant, la Chine devra trouver un équilibre. Sa prospérité conduit à des demandes alimentaires inédites qui se traduisent par l'usage croissant de nutriments, certes indispensables à l'écosystème, mais très polluants lorsqu'on les trouve en forte concentration. Or, selon Thierry Chopin, « pour le moment, cette utilisation est hors de contrôle ». ■

HAROLD THIBAUT

PUBLICITÉ

DISCOURS À L'OCCASION DES FESTIVALS D'ÉTÉ

L'année dernière, nous avons décidé de ne pas intervenir pendant les festivals car, après un travail concerté avec le ministère de la Culture, nous avons obtenu des résultats. Nous voulions alors faire confiance, nous croyions encore dans les vertus du dialogue, dans les promesses du Président en faveur de ces biens communs que constituent l'art et la culture.

Un an plus tard, nous sommes obligés d'être là pour dire notre déception et notre exaspération. Si nous ne souhaitons pas mêler nos voix à celle de la droite libérale, nous sommes contraints de reconnaître que certains engagements fondamentaux, pris pendant la campagne présidentielle en faveur de l'art et de la culture, ne sont pas tenus. Notre Ministère se bat, mais il est lâché par l'aveuglement de Bercy et l'absence navrante d'implication de Matignon. D'ailleurs, le Premier ministre ne nous reçoit pas, tout comme son prédécesseur. Souvent prompts à changer de point de vue en leurs pronostics financiers, les experts économiques libéraux ne varient jamais en ce qui concerne l'art et la culture. Symboliquement et idéologiquement, ils veulent que les artistes paient puis disparaissent massivement. Les plus durs de ces experts surmédiatisés souhaitent que le budget de la culture - le plus diminué en 2013 il ne s'affiche plus qu'à 0,7 % - soit ramené au montant défini avant la période de Jack Lang/François Mitterrand à 0,4 % ! Ils continuent d'affirmer que le système d'indemnisation du chômage des intermittents du spectacle a un coût trop lourd pour la communauté, ignorant toutes les récentes études favorables à nos propositions.

Alors que nous représentons un secteur fragile et précarisé qui obtient des résultats remarquables, nous sommes les cibles constantes des cryptocomptables, en toute injustice, puisque tous les ministères ne sont pas traités de la même façon. En 2014, le gouvernement veut diminuer le budget de la culture de 2,8 %, après une première baisse historique de 4,1 % en 2013, le classant parmi les budgets les plus pressurés : de bien maigres économies pour de bien grands dégâts ! Pour tenter d'arrêter ces pratiques inadmissibles humainement et inefficaces économiquement, nous devons réaffirmer plusieurs idées essentielles.

Les financements dédiés aux artistes n'ont pas été réindexés ou ont baissé depuis 2002. En 12 ans de gouvernance, les potentiels artistiques des structures petites, moyennes ou grandes se sont effondrés. La situation est devenue intenable pour les missions et l'emploi des équipes artistiques comme des établissements. Jetés dans le toboggan angoissant de la récession, nous finirons dans le chaudron infernal de la nouvelle décentralisation. Alors que les artistes défendent cette idée moderne et européenne, la Culture est absente de ces nouvelles lois. Outre l'injure symbolique, nous pressentons un redoutable piège. Faute d'indications particulières, les départements et les régions, sans garanties de ressources financières, seront obligés de pratiquer des coupes drastiques, afin de satisfaire à leurs compétences obligatoires. Seront redoublées ainsi les conséquences néfastes, y compris sociales, engendrées par l'attitude de l'Etat dans notre secteur.

D'autre part, rappelons que le ministère de la Culture, le ministère du Travail et la commission de l'Assemblée nationale à l'encontre de la Cour des Comptes, ont démontré que le système d'indemnisation chômage pouvait perdurer et que les prétendus déficits qui leur sont imputés n'ont rien à voir avec la réalité.

Il faut refuser la théorie du déclin et l'abandon programmé de l'art et de la culture. Il faut rejeter la politique de l'austérité qui entraînera un cataclysme économique, social et politique pour l'Europe. L'argent existe ! L'Europe et la France ont besoin de réformes saines, positives, durables, justes. Nous avons des propositions concrètes pour ne pas être pris en étau entre, d'une part, la menace qui pèse sur nos droits sociaux, et, d'autre part, l'attaque des moyens de production :

- confirmation du dégel total de la mise en réserve 2013 ;
- rétablissement des crédits de « Transmission des savoirs et démocratisation culturelle » ;
- prioritarisation et sanctuarisation du ministère de la Culture en 2014 ;
- exemplarité de l'Etat dans les garanties financières qu'il doit accorder aux Collectivités Territoriales pour qu'elles continuent de soutenir toute la Culture ;

- vote d'une loi d'orientation et d'une loi de programmation pour la création ;
- mise en place d'un vaste plan d'éducation artistique ;
- prise en compte positive de la Culture dans les nouvelles lois de décentralisation (compétence générale et partagée, coresponsabilité de l'Etat et de toutes les Collectivités Territoriales en matière d'art et de culture, autorisation des financements croisés pour le fonctionnement comme pour l'investissement) ;
- aides à l'emploi adaptées au secteur culturel ;
- réforme favorable du régime spécifique d'assurance chômage des artistes et des techniciens ;
- défense d'une exception culturelle au niveau européen.

Si nous ne sommes pas entendus, nous appellerons à la mobilisation des artistes, des membres des personnels permanents ou intermittents de toutes les structures, des élus de la nation, des spectateurs et au-delà des amateurs d'art et de culture. Nous demandons au plus grand nombre de participer d'abord à la manifestation du samedi 13 juillet 2013, à partir de 11h30 à Avignon, à l'appel de la Fédération CGT du Spectacle, du SYNDEAC, du PROFEDIM et du CIPAC.

Nous nous trouvons à un tournant historique : soit le gouvernement procède aux réformes nécessaires et l'art et la culture seront sauvés pour des décennies, soit ses représentants rejoignent le camp libéral anglo-saxon et, refusant l'émancipation individuelle et collective, feront de notre pays un nouveau territoire sans originalité ni imaginaire, sans âme ni conscience.

Fédération CGT Spectacle – Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle

SYNDEAC – Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles

PROFEDIM – Syndicat professionnel des producteurs, festivals, ensembles, diffuseurs indépendants de musique

CIPAC – Fédération des professionnels de l'art contemporain